

Michel Rautenberg, André Micoud, Laurence Bérard et Philippe Marchenay eds., *Campagnes de tous nos désirs. Patrimoines et nouveaux usages sociaux*. Paris, MSH, 2000, Mission du Patrimoine ethnologique (« Ethnologie de la France » 16).

Anne-Marie Brisebarre



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/104>

DOI : [10.4000/etudesrurales.104](https://doi.org/10.4000/etudesrurales.104)

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2002

Référence électronique

Anne-Marie Brisebarre, « Michel Rautenberg, André Micoud, Laurence Bérard et Philippe Marchenay eds., *Campagnes de tous nos désirs. Patrimoines et nouveaux usages sociaux*. Paris, MSH, 2000, Mission du Patrimoine ethnologique (« Ethnologie de la France » 16). », *Études rurales* [En ligne], 161-162 | 2002, mis en ligne le 17 juin 2003, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/104> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.104>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Michel Rautenberg, André Micoud,
Laurence Bérard et Philippe
Marchenay eds., *Campagnes de tous
nos désirs. Patrimoines et nouveaux
usages sociaux*. Paris, MSH, 2000,
Mission du Patrimoine ethnologique
(« Ethnologie de la France » 16).

Anne-Marie Brisebarre

Les textes constituant cet ouvrage collectif sont issus d'un programme de recherche financé par le ministère de la Culture sur le thème « Nouveaux usages de la campagne et du patrimoine ». Cet appel d'offres invitait les chercheurs à décrire et analyser les processus par lesquels une société produit son patrimoine rural, et à définir l'objet patrimoine à travers les catégories élaborées par les acteurs eux-mêmes. Dans son avant-propos, Denis Chevalier précise que les commanditaires attendaient en outre « une lecture critique des pratiques des institutions confrontées à cet engouement de nos contemporains pour le patrimoine ». Il ajoute : « Ce qui rend passionnante cette recherche, c'est qu'elle nous conduit au coeur des systèmes de prises de décisions politico-économiques qui font que le patrimoine, sa valorisation, voire sa "marchandisation", est aujourd'hui un levier essentiel pour l'aménagement et le développement des territoires. » (P. XI) Ainsi ce travail se caractérise-t-il aussi par son souci des applications futures.

Les exemples présentés (choisis parmi les seize recherches financées) témoignent de la richesse des données recueillies, de la pluridisciplinarité à laquelle souscrit ce programme et de son ouverture européenne. Classés en trois thèmes -- territoire, produits, relation au monde urbain --, ils illustrent « les nouvelles formes de dialogue entre acteurs et institutions » déterminées par le patrimoine, et tentent de comprendre

« l'articulation entre biens économiques et valeurs culturelles ». Selon les éditeurs, le patrimoine est d'abord « l'affaire des acteurs sociaux ». Il n'est pas une donnée de l'histoire ou du territoire, mais est de plus en plus fréquemment « construit autour d'un projet, personnel ou collectif, économique ou culturel » (p. 2).

Onze articles abordent les usages patrimoniaux de la campagne, pour la plupart en France métropolitaine. Cependant, considérant le patrimoine sur un plan international, ils nous donnent aussi à voir les conceptions qu'en ont d'autres groupes nationaux (anglais, hongrois, portugais), ou ethniques (indiens, noirs marrons de Guyane).

Dans la première partie, « Patrimonialisation et territoires:des enjeux politiques », L. Leprêtre traite de la « conservation de la nature et des droits fonciers des Amérindiens » dans le cadre du projet de création du Parc national de Guyane, projet étatique qui recouvre tout ou partie des territoires de trois ethnies de chasseurs-cueilleurs. La chronique des étapes de ce projet de protection d'une nature pensée comme sauvage par les sociétés occidentales, pourtant socialisée par les activités des communautés amérindiennes, montre qu'au travers de ces enjeux territoriaux c'est l'identité indienne qui s'est trouvée mise en question. Ce projet a donc dû évoluer pour tenir compte des droits d'usage des Amérindiens, amenant ces communautés à « des définitions circonstanciées de leur identité » contemporaine.

Dans les contributions suivantes, Z. Cros et Y. Luginbühl s'intéressent aux « enjeux territoriaux du patrimoine » en Hongrie, et C. Tardy à la « nouvelle répartition culturelle » de l'espace transformé en « territoire patrimonial » à travers le cas du Parc naturel régional Livradois-Forez.

Le dernier article de cette partie, signé par trois auteurs, A.-M. Martin, J.-C. Mermet et N. Ribet, qui étudient « l'invention du Mézenc » comme nouveau territoire, a particulièrement retenu mon attention : il décrit la relance d'un produit traditionnel d'engraissement des bovins dans le massif du Mézenc, le boeuf de Pâques, désigné pour la circonstance sous la nouvelle appellation de « fin gras du Mézenc ». Le Mézenc est une terre de confins (administratifs, régionaux, linguistiques, religieux), un espace professionnel non homogène (élevage viande et élevage mixte lait-viande), que le réseau « fin gras » a institué en terroir lié à la tradition ancienne et renouvelée de l'engraissement, et mis en scène par le biais de films et d'une fête du Fin Gras du Mézenc. « La construction d'un nouveau territoire du Mézenc apparaît moins le fait d'un jeu d'acteurs -- les élus, les associations ou les professionnels -- que le terme d'un processus social complexe d'attribution de sens à un espace construit, à un territoire sans frontières, sinon sans limites. » (P. 56) La labellisation de la viande de boeuf persillée du Mézenc, nécessitant un strict cahier des charges, a fait « prendre corps à un produit en même temps qu'à un pays ».

La deuxième partie, intitulée « Les produits de terroir : entre le culturel et l'économique », rassemble trois contributions : « Champagne : objet de culte, objet de lutte » (A. Brochot), « Le foie gras : un patrimoine régional ? » (D. Coquart et J. Pilleboue), « Patrimoine rural et économie locale : le cas des pâtisseries corses au brocciu » (J.-A. Prost, C. de Sainte Marie et C. Delfosse). Les produits de terroir, nous disent les éditeurs dans leur introduction, constituent un patrimoine qui « croise le vivant, le concret, l'alimentaire et le familial » (p. 6). Ils sont aussi caractérisés par un potentiel d'évolution et de variabilité qui a une incidence sur les pratiques, les modes de gestion et les représentations.

Dans le contexte actuel des grandes peurs alimentaires, la consommation des produits de terroir acquiert une nouvelle dimension. Ils sont, à l'échelle européenne, un enjeu

économique important. D'où les nombreuses démarches de protection géographiques, à l'exemple du champagne, « symbole universel de la fête et du luxe », dont l'aire d'appellation dépasse largement la Champagne dont il est le patrimoine principal. Un autre produit gastronomique, le foie gras, autrefois élaboré dans le Gers et dans trois autres régions (Landes, Périgord et Alsace), a vu en une décennie sa production tripler en même temps qu'elle se nationalisait. Le produit foie gras lui-même est devenu patrimoine en changeant d'échelle (du régional au national), de lieu de fabrication (de l'artisanat à l'industrie) et de système de commercialisation (du producteur à la grande distribution).

Le troisième exemple montre que la patrimonialisation peut modifier, et même inverser, le statut des produits de terroir « requalifiés en biens culturels collectifs » (p. 105) : les pâtisseries corses au brocciu -- hier fromage du pauvre, aujourd'hui AOC -- sont passées de l'univers domestique et féminin à l'univers marchand et professionnel, ce qui a occasionné des changements dans leur confection ; elles sont aussi passées du rural à l'urbain avec le développement du tourisme et les migrations des Corses. Cette « denrée alimentaire relevant du quotidien et appartenant à une culture rurale » est ainsi devenue un « produit d'excellence reconnu par les habitants des villes » (introduction, p. 8).

Dans la troisième et dernière partie, « La recomposition des rapports entre ville et campagne », sont explorés « les fêtes de la transhumance dans le Midi méditerranéen » (J.-C. Garnier, F. Labouesse), la façon dont les immigrés portugais ont « refait la campagne » à deux pas de Clermont-Ferrand (J. Barou), « le rêve de *village* anglais en France » (P. Prado).

Au début des années quatre-vingt-dix, l'émergence dans l'arc méditerranéen, des Pyrénées aux Alpes, de fêtes liées à la pratique de la transhumance, activité restée vivante et bien insérée dans l'économie, est étudiée comme le « support d'un échange entre les composantes rurale et urbaine de la société » (p. 124). Trois catégories d'organismes de fêtes sont distinguées, avec des perceptions et des objectifs différents mais susceptibles de s'associer : les professionnels de l'élevage, les structures locales et les opérateurs culturels. Les premiers cherchent à défendre leur activité en renforçant la cohésion entre les éleveurs. Les deuxièmes mettent en scène le pays, utilisant l'aspect spectaculaire de la transhumance pour construire son identité à partir de l'histoire et des traditions locales mais en les mobilisant dans un projet économique et touristique. Quant aux troisièmes, ils font de la transhumance une « tête d'affiche de la défense de l'environnement et du patrimoine culturel » qui s'inscrit dans « une visée européenne de restructuration des modes de relation entre populations urbaines et rurales » (pp. 130-131). Au travers de ces fêtes, la transhumance devient un thème de partage, entraînant des échanges, mais aussi parfois des tensions comme en Cévennes où une partie des éleveurs réproouvent la mise en spectacle de leur métier.

Le deuxième article traite des nouveaux usages d'un espace rural proche d'une ville industrielle, Clermont-Ferrand, occupé par des migrants portugais, arrivés comme ouvriers d'industrie il y a une quarantaine d'années : ces villages, dont les activités agricoles étaient en voie d'abandon, sont devenus le patrimoine de la communauté portugaise. En s'appropriant la culture rurale auvergnate -- son habitat, ses potagers et ses vignes, mais aussi ses fêtes catholiques -- celle-ci a recentré son identité sur cette campagne réinventée, d'autant plus que la campagne portugaise d'origine, « objet d'une nostalgie longtemps cultivée systématiquement au cours de l'exil, n'est plus ce qu'elle était » (p. 147). Main-d'oeuvre idéale parce que terrienne et assez proche de la

mentalité des paysans auvergnats, ces Portugais se sont implantés durablement : leurs descendants, profondément enracinés dans ces lieux, ont contribué à « maintenir l'identité rurale de ces communes » destinées, sans eux, à devenir des banlieues impersonnelles (p. 151).

Contrastant avec cette situation, l'article suivant nous présente l'installation des Anglais en Bretagne : il s'agit de néoruraux qui rêvent d'une « greffe sur la terre bretonne de la *village life* anglaise », cherchant moins à constituer une communauté qu'à « réinventer la tradition anglaise dans la campagne française » (p. 168). Or « la campagne dont rêvent les Anglais est pacifiée, ordonnée, elle est un paysage qui s'enracine plus dans la peinture romantique que dans la production agricole, alors qu'en France, où nombre de citadins ont gardé des attaches rurales, l'imaginaire campagnard oscille entre l'harmonie paysanne et le grenier à blé » (introduction, p. 9). Cette partie se termine par un article de M.-D. Ribereau-Gayon sur l'installation dans une réserve naturelle du Médoc de vaches landaises, considérées comme des gestionnaires écologiques du milieu et instituées dans le même temps patrimoine génétique et culturel à préserver. À partir des archives des XIX^e et XX^e siècles, l'auteur analyse finement l'évolution du statut de ces « vaches sauvages » (ainsi appelées par opposition aux « vaches soignées ») élevées en liberté dans la « dune » : un système d'élevage défini comme archaïque et combattu, lors de la mise en valeur des landes par enrésinement, fixation des dunes, drainage des zones humides, où le bétail non marqué et désigné comme bêtes fauves ou malfaisantes devient du gibier que l'on doit éradiquer au même titre que les loups (p. 173). Pour les autochtones, les quelques vaches survivantes installées dans la réserve symbolisent l'époque antérieure à l'enrésinement, pensée comme une ère de liberté, tandis que les stratégies des gestionnaires en font un « sauvage patrimoine » qu'il faut maintenir à distance du public (d'où, par exemple, l'observation au télescope) : « Les politiques touristiques ou agricoles et les imaginaires [...], en manipulant les images et les référents, font pencher [ces animaux] du côté du sauvage ou du domestique, de la représentation rurale, cynégétique ou urbaine, du passé ou du présent » (p. 184). Nous est livrée ici une autre conception du patrimoine, celle des scientifiques de la nature, où « la tradition locale est mise en concurrence avec la gestion écologique, sous-entendue universelle, des milieux ».

On connaît la difficulté pour les éditeurs d'harmoniser, sans les appauvrir, les interventions présentées dans les ouvrages collectifs. Mais ce qui est parfois considéré comme un travers résulte ici d'un choix : donner un éventail, le plus large possible, d'exemples. Ainsi conçu, cet ouvrage reflète bien le grand mouvement actuel -- et parfois outrancier comme le soulignent certains auteurs -- de patrimonialisation de la campagne, un des lieux de mutation de nos sociétés.